



POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI ET UN VRAI RENDEZ-VOUS SALARIAL

6 juin 2019

Olivier Dussopt, Secrétaire d'Etat à la Fonction Publique, a annoncé lors du Conseil Commun de la Fonction Publique du 4 juin qu'un rendez-vous salarial se tiendrait le 2 juillet prochain. Il a par ailleurs indiqué qu'un groupe de travail serait organisé le 18 juin prochain avec pour objet de faire un bilan des mesures 2018 et d'aborder les revendications des personnels.

Solidaires souhaite apporter quelques précisions :

Il n'y a pas eu en 2018, pour Solidaires, de rendez-vous salarial digne de ce nom. Les mesures annoncées ne relevaient pas d'un rendez-vous salarial. Certaines, même si indispensables, relevaient de sujets autres, telle l'action sociale par exemple... D'autres se limitaient à de l'autofinancement d'une hausse de pouvoir d'achat par les agent-e-s (notamment par le biais du rachat de jours de congés sur CET).

Les revendications de Solidaires

- Solidaires exige le retrait du projet de loi sur la Fonction Publique !
- Solidaires revendique par ailleurs des mesures générales dans le cadre du rendez-vous salarial : attribution de points d'indice supplémentaires, de manière identique pour toutes et tous et augmentation du point d'indice.

Le secrétaire d'Etat a indiqué souhaiter que les organisations transmettent leurs revendications en matière de rendez-vous salarial. Dont acte.

La question est aujourd'hui de savoir si le secrétaire d'Etat a décidé de renouer avec un véritable dialogue social (hypothèse sur laquelle Solidaires ne se fait pas réellement d'illusions) ou s'il s'agit de transmettre des revendications sans qu'elles ne soient jamais écoutées comme cela a été le cas pendant l'année de pseudo-concertations autour du projet de loi Fonction publique. Et une nouvelle fois, les organisations syndicales ne seraient utilisées que comme caution.

Enfin, la problématique salariale aussi essentielle soit-elle aujourd'hui dans la fonction publique ne peut masquer voire effacer les attaques destructrices faites à travers le projet de loi « dynamitage » de la fonction publique impactant tant les agent-e-s que la population dans son ensemble. Une problématique ne peut faire oublier l'autre.

Le gouvernement ne pourra, sous couvert d'un pseudo rendez-vous salarial, acheter la paix sociale !

